

10<sup>c</sup>.

# Journal du Lot

10<sup>c</sup>.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

### Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

TÉLÉPHONE 34 COMPTE POSTAL : 5399 TOULOUSE  
 Les abonnements se paient d'avance  
 Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

### Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS.  
 A. COUESLANT, Directeur  
 M. DAROLLE, Co-Directeur — L. BONNET, Rédacteur en chef  
 Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

### Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES (7 colonnes à la page).....	0 fr. 80
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	0 fr. 80
RECLAMES 3 <sup>e</sup> page ( — d' — ).....	1 fr. 25
» 2 <sup>e</sup> page ( — d' — ).....	2 fr. »

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

## LES ÉVÉNEMENTS

**La Conférence impériale britannique s'est réunie.** — M. Baldwin affirme à nouveau la nécessité de l'entente interalliée. — La « Journée rhénane » ensanglantée. Berlin combat le séparatisme républicain rhénan. — Par contre, le séparatisme monarchique bavarois à toutes les faveurs du Reich! — Les Français perçoivent du côté du Rhin des cliquetis d'armes, déclare M. Poincaré!

Lundi s'est ouverte à Londres la Conférence impériale britannique, c'est-à-dire l'assemblée des représentants de la Grande-Bretagne et des dominions britanniques.

Nous l'avons dit, de très importants problèmes sont inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée. Pour bien comprendre la portée des délibérations qui commencent, il faut se souvenir qu'une double tendance très marquée anime les représentants des dominions. Certes, ils sentent la nécessité du maintien de la solidarité entre toutes les parties de l'Empire dans l'intérêt de chacune d'elles et de leur ensemble.

Pourtant s'accroissent de plus en plus le désir et l'aspiration à l'indépendance. C'est ainsi que le Canada conclut des traités de commerce sans l'autorisation du Foreign Office.

Le difficile est d'équilibrer ces deux tendances, en un sens opposées, mais nullement contradictoires.

Les dominions veulent, sans doute, faire leur devoir de membres de la grande famille britannique.

Mais ils entendent traiter d'égal à égal avec le gouvernement.

Des conférences, comme celle qui se tient à l'heure présente, ont précisément pour objet d'arrêter les grandes lignes de la politique commune.

En somme, les dominions entendent contrôler la politique extérieure de l'Empire, confiée exclusivement jusqu'ici au ministre anglais des Affaires Étrangères.

Une expérience récente n'a-t-elle pas établi avec évidence que certaines initiatives de Londres, tant en Occident qu'en Orient, ne rencontraient pas une approbation unanime des partenaires des états britanniques?

La France ne saurait se désintéresser des débats qui se déroulent présentement à Londres.

M. Baldwin a saisi l'occasion que lui offrait la réunion de la conférence impériale britannique pour affirmer une fois de plus la nécessité des rapports de cordialité avec la France et de la restauration de l'Entente.

Après avoir rappelé l'histoire des différends germaniques, le Premier Anglais a confirmé l'unanimité des Alliés dans leur volonté de voir payer le Reich.

« Est-il nécessaire, déclara-t-il, d'insister sur le fait qu'il n'a jamais existé de divergence sur le principe que l'Allemagne doit payer jusqu'à l'extrême limite de sa capacité? »

Parlant ensuite de l'occupation de la Ruhr, de son exploitation par les Franco-Belges et des divergences de conceptions de la Grande-Bretagne, M. Baldwin a expliqué :

« Les divergences de vues entre la France et la Grande-Bretagne sont le reflet du tempérament différent des deux nations qu'il serait imprudent d'ignorer. Mais les derniers vingt ans ont montré que ces différences de tempérament ne sont pas incompatibles avec une coopération sincère et d'un danger grave. Nous n'avons rien épargné pour maintenir la solidarité des alliés et surtout l'entente avec la France. Nous l'avons fait parce que nous croyions sincèrement que toute rupture entre nous pourrait retarder encore l'avènement de la paix d'Europe à tant besoin. »

Nécessaire dans le présent, l'Entente des Alliés l'est encore plus pour l'avenir, car elle seule pourrait aider à résoudre les problèmes qui préoccupent l'Europe.

« A l'heure actuelle, ajoute le chef du gouvernement britannique, il semble que nous entrions dans une nouvelle phase provoquée par la cessation de la résistance passive allemande, laquelle paraissait imminente lorsque j'eus, il y a quelques jours

seulement, une entrevue avec le président du conseil à Paris. Je ne me risquerais pas à prédire quels seront les développements de cette situation nouvelle, mais une chose nous parut évidente à Paris — et elle le devient quotidiennement de plus en plus en Italie — c'est que nous ne pouvons espérer trouver la solution des difficultés européennes que si les pays alliés collaborent étroitement et ont entière confiance les uns dans les autres. »

Ces déclarations confirment ce que nous écrivions l'autre jour : une évolution se dessine de la part des dirigeants anglais. La politique de la Ruhr, connaissant le succès, peu à peu tombent et se dissipent les objections qu'on formulait et l'Angleterre elle-même s'apprête à changer d'attitude.

Dimanche, avait lieu à Dusseldorf, une « Journée Rhénane » en faveur d'une République indépendante.

Cette journée a été troublée par des bagarres sanglantes : il y a eu des morts et des blessés.

Quant aux responsables de ces violences, aucun doute n'est permis : ce sont les « schupos », les agents de la police, qui avaient reçu leur mot d'ordre de Berlin.

Ce dernier point est dûment établi : un communiqué officieux berlinois annonce que « les projets des séparatistes rhénans furent déjoués par l'attitude de la population qui s'est opposée à leurs efforts ».

Le correspondant particulier du Daily Mail confirme la culpabilité des schupos. Il écrit :

« En réprimant aujourd'hui avec sauvagerie, à Dusseldorf, une démonstration en masse qui avait lieu en faveur d'une république rhénane séparée, la police verte allemande, qui agissait manifestement d'après des ordres de Berlin, a tout, pour propager le mouvement séparatiste, plus que n'avaient accompli des mois d'agitation. »

« Décrivant ensuite l'intervention des troupes françaises qui ont protégé la foule contre la police, notre confrère britannique ajoute :

« J'ai réellement vu des masses d'Allemands qui acclamaient frénétiquement les Français, et qui criaient : « Vive la liberté ! »... Ce soir, les Français sont les idoles des habitants de la ville. »

Ainsi, au témoignage d'un spectateur impartial, l'attitude des Français fut extrêmement correcte et ce qu'elle devait être : nos troupes ont rétabli l'ordre, elles ont empêché la police du Reich de tirer sur une foule où se trouvaient des femmes et des enfants.

Quant aux répercussions des événements de dimanche sur le développement du séparatisme, il est permis de penser qu'elles décevront les promoteurs de violence.

Les coups de revolver et les salves de mitrailleuses n'ont jamais détruit les aspirations autonomistes d'un peuple. Mais, toujours, les violences ont stimulées ces mêmes aspirations.

Il est à présumer que les violences de la schupo auront grandement servi la cause du séparatisme rhénan.

Comment n'être point frappé du contraste d'attitude de Berlin vis-à-vis du Rhinland et de la Bavière?

Le gouvernement de la République allemande est en présence de deux agitations locales : celle des pays rhénans et celle de la Bavière.

Dans les pays rhénans, l'agitation est républicaine et pacifique.

En Bavière, elle travaille pour la monarchie et pour la guerre.

Si importante qu'ait pu être dimanche la manifestation rhénane de Dusseldorf, elle était bien moins menaçante que les démonstrations extraordinaires auxquelles on assiste à Munich.

Le nouveau dictateur de la Bavière, M. de Kahr, protège officiellement le journal de guerre civile que le gouvernement du Reich a supprimé.

Le même dictateur abroge, de sa propre autorité, la loi destinée à punir les complots contre la République.

Le « kronprinz » Rupprecht, comme dit M. Stresemann, préside une cérémonie publique à Munich, comme s'il était roi : à ses côtés se tiennent le dictateur civil et le général commandant la Reichswehr — le même général qui devait être le commis-

saire de la République allemande à Munich.

On voit défiler devant le prince des milliers d'anciens soldats, organisés comme pour un prochain coup de force et la foule salue Rupprecht du nom de roi.

Voilà ce que raconte, non pas un journaliste français, mais le correspondant du Daily News.

Que fait le gouvernement de Berlin?

Il se garde bien de lancer ses schupos contre les nationalistes bavarois. Il laisse s'étaler impunément, l'agitation si même il ne l'encourage pas en dessous.

Les mitrailleuses de la police verte sont réservées aux républicains de la Rhénanie et non aux monarchistes de la Bavière, où foisonnent les personnages et les accessoires militaires, en dépit du Traité de Versailles!

M. Poincaré le disait lundi au conseil général de la Meuse; les Français de la frontière perçoivent depuis assez longtemps, de l'autre côté du Rhin, « des rumeurs singulières, des cliquetis d'armes, dans un pays qui se prétend désarmé et qui devrait l'être en effet, si les commissions de contrôle, instituées par le traité, avaient pu régulièrement fonctionner ».

Et tout ceci n'est que trop exact! Déjà, il y a quelques jours, M. Poincaré déclarait que nous ne saurions être trop prudents en ce qui touche notre sécurité, car l'Allemagne, en dépit du Traité, s'arme en cachette.

Nous avons maintes fois signalé, ici, tous les manquements de l'Allemagne, en particulier quant aux armements : elle se moque littéralement des clauses du Traité de Versailles, et poursuit en cachette l'augmentation et de ses effectifs et de ses armements.

S'il fallait une confirmation, nous la trouverions dans une enquête que vient de poursuivre le Daily Mail, enquête qu'il résume dans une série d'articles.

Les 17 et 18 septembre, le Daily Mail a publié une double étude sur l'armée allemande et où il est déclaré entre autres : « L'Allemagne a, dès maintenant, 7,820,000 hommes prêts à porter les armes; en 1934, elle en aura 9 millions. Les violations du traité de paix se multiplient tous les jours. »

Et le Daily Mail raconte comment les Allemands ont transformé leur schupo en force militaire, comment ils ont pratiqué le système des volontaires, se sont assurés d'un nombre suffisant d'officiers, quel parti ils tirent de leurs sociétés secrètes.

Certes, les révélations du Daily Mail n'apprennent rien au public français, depuis longtemps averti. Elles n'en présentent pas moins le grand intérêt de confirmer nos propres renseignements et surtout d'éclairer l'opinion britannique.

Par-dessus tout, elles confirment que la France ne saurait être trop prudente quand il s'agit de sauvegarder sa sécurité.

M. D.

## INFORMATIONS

### EN ALLEMAGNE

#### La reprise de l'extraction du charbon

Une réunion des Syndicats libres des pays occupés a eu lieu, à Bochum, pour discuter de la situation politique. La décision suivante a été prise :

La Conférence des Syndicats libres approuve les ordres donnés par le gouvernement pour la cessation de la résistance et la reprise du travail. La Conférence fera tout son possible pour que la Rhénanie reste allemande.

Dans la journée de dimanche, deux réunions ont été tenues à Bochum. Il y a été décidé que les communistes ne devaient être à aucun prix suivis par les mineurs dans la proclamation de la grève générale. Le travail sera repris scrupuleusement, quand les Syndicats ouvriers en donneront l'ordre.

L'extraction du charbon devra reprendre dans toutes les mines de la Ruhr, dans le plus bref délai.

#### L'inhumation de la résistance passive

On signale que lors de la reprise du travail aux usines Phoenix, à Hoerde, des ouvriers ont procédé à une inhumation solennelle de la résistance passive. Une couronne a été dé-

posée, avec l'inscription suivante : « Dédicée à Cuno avec nos regrets. »

**Cinq trillions de marks saisis**  
 Le bureau de douane interallié de Valsér a saisi sur une Hollandaise une somme de 5 trillions et demi de marks-papier, paraissant destinés à soutenir la résistance passive.

L'intéressée n'a pu fournir d'explications valables sur la provenance de cette somme.

#### La manifestation d'Hamborn est-elle imaginaire?

Les journaux ont reproduit une dépêche de Berlin selon laquelle une manifestation séparatiste se serait tenue dimanche, à Hamborn. Des troubles se seraient produits et il y aurait eu plusieurs morts et de nombreux blessés.

Les autorités d'occupation ignorent tout de ces incidents.

#### Démonstrations communistes

On signale quelques démonstrations communistes dans l'Allemagne centrale, notamment à Halberstadt et à Wolfenbutten.

Les informations sur la situation en Saxe parvenues lundi à Berlin ont calmé l'inquiétude qui se manifestait.

Les négociations entre socialistes et communistes relatives à l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon continuent.

### La France et la Belgique

Des conversations qui ont eu lieu entre Bruxelles et Paris, il résulte que la Belgique est parfaitement d'accord avec la France pour maintenir le « statu quo » dans la Ruhr.

Avant de prendre la moindre décision, les deux gouvernements devront avoir la preuve que la résistance passive a bel et bien vécu.

### EN ESPAGNE

#### Le roi voulait-il le coup d'Etat?

La « Tribuna » a appris de la plus haute autorité, que le général Milans del Bosh, chef de la maison militaire, et l'un des conseillers les plus intimes du roi Alphonse XIII, a été l'un des principaux organisateurs du coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement, il y a quinze jours.

#### Un manifeste aux ouvriers

Le Directoire vient d'adresser un manifeste aux ouvriers, les encourageant à prolonger les heures de travail et à augmenter la production.

Le gouvernement déclare qu'il a l'intention de créer des pensions de vieillesse et d'améliorer le sort des ouvriers. On conseille fortement aux ouvriers d'abandonner les organisations qui ont pour but d'encourager la haine contre les patrons et la société en général.

#### Décrets de dissolution des conseils municipaux

Le « Journal Officiel » publie le décret de dissolution des Conseils municipaux de toute l'Espagne; des représentants des contribuables, de l'industrie et du commerce remplaceront immédiatement les conseillers et choisiront librement le maire de chaque localité.

### Au Maroc espagnol

L'attaque prévue des Rifains sur les positions espagnoles s'est déclanchée voici deux jours et est menée vigoureusement. Bou-Hafra et Bentieb, après Tafersit, sont investies.

### Le général de Castelnau au Vatican

Quoique l'on ait gardé la plus grande réserve au sujet de l'entrevue du général de Castelnau avec le Pape Pie XI, on assure que le général de Castelnau a exposé au pontife, non seulement au nom du gouvernement, mais aussi au nom des catholiques français, ce que la France attend du Saint-Siège.

On dit aussi que, malgré l'accueil personnellement très cordial que le général a trouvé auprès du pape, les choses n'auraient point avancé d'un pas et que le souverain pontife ne semblerait pas disposé à abandonner sa position expectative ni à modifier ses vues sur la situation européenne.

### Au pays des Soviets

On mande de Moscou, que le Conseil des commissaires du peuple a chargé M. Koursky, commissaire à la justice, de réviser l'affaire du Fran-

çais. M. de Tournefort, condamné à mort par le tribunal de Moscou, sous prétexte d'espionnage.

On affirme dans les milieux bien informés que M. de Tournefort ne sera pas exécuté de sitôt et qu'il y a des chances pour qu'il soit l'objet d'une mesure spéciale, telle l'expulsion. Il est possible que sa condamnation à mort n'ait été qu'un moyen d'intimidation.

### Terrible fin d'un médecin parisien

Le docteur Paul Bouchet, âgé de 46 ans, chirurgien à Paris, 18, rue du Vieux-Colombier, se rendait en auto dans sa propriété de Saint-Victor, dans la Marne, en compagnie de sa femme.

Entre Bray et Nogent-sur-Seine, le docteur, en voulant éviter un cycliste, happé par l'avant de la voiture, donna un brusque coup de volant. L'automobile alla buter avec violence contre un arbre, puis se renversa sur les voyageurs. Le réservoir d'essence ayant pris feu, M. Bouchet fut littéralement carbonisé.

Mme Bouchet, atteinte de nombreuses brûlures et ayant deux côtes fracturées, fut admise tout d'abord à l'hôpital de Romilly-sur-Seine. Lundi matin, elle a été transportée à son domicile à Paris.

Quant au cycliste, Paul Petit, ancien maréchal, domicilié à Traimel (Aube), il a été relevé avec une jambe et un bras cassés et une profonde blessure à la tête.

## CHRONIQUE LOCALE

### LE SOLEIL FISCAL

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, dit-on; et notre confrère le « Réveil Économique » à son tour, affirme qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil « fiscal ».

C'est ainsi qu'il fait connaître que la taxe de luxe votée par le Parlement et appliquée avec une sévérité excessive, fut votée et appliquée en 1789.

Et, à cette époque, comme aujourd'hui, les protestations furent nombreuses et véhémentes de la part des contribuables.

Il n'y a, en effet, qu'à lire la protestation suivante adressée aux États Généraux par les marchands de vins de Bourgogne.

« Le commerce des bons vins avec l'étranger a t des plus utiles à la nation. La Bourgogne est une des provinces qui en envoient le plus; le droit de gros imposé sur les vins, en augmente beaucoup le prix, au détriment des propriétaires et met de grandes entraves à leur écoulement; il serait avantageux d'en solliciter la suppression, sauf à remplacer celle-ci par un impôt moins onéreux et pour accroître la liberté du commerce des vins, il serait utile que les bureaux des douanes fussent reculés sur les frontières... »

Les marchands de vins de Bourgogne de 1789 trouvaient excessive cette taxe.

Mais qu'auraient-ils dit s'ils avaient connu la liste des objets que le ministre des finances de 1923 a proclamés objets de luxe?

Quels sont les objets de luxe? L'Officiel nous l'indique.

Apprenez qu'un montardier au dessus de 6 fr., s'il est en faïence, et de 18 fr., s'il est en porcelaine, doit être considéré comme la caractéristique de l'opulence. Il est frappé d'un impôt. Les bretelles, les jarretelles apparaissent, aux yeux de l'administration des finances, des fantaisies de la mode qu'il faut surtaxer. Les chausures au-dessus de 100 francs seront grevées d'une somme à payer au fisc. Une couronne mortuaire, d'après l'Officiel, est un signe de richesse.

C'est pourquoi on s'explique que certains, avant le grand départ pour l'éternité, insèrent « ni fleurs ni couronnes » au bas de la page où ils ont écrit leurs dernières volontés. Ils ne veulent pas que leurs amis et connaissances fassent des frais!

Mais il y a d'autres objets qui sont déclarés « objets de luxe ». Nous citons au hasard :

Trufles; perroquets et singes; montres en or; phonographes; orgues mécaniques; statues en toutes matières sauf en plâtre; baignoires

autres que celles en métal commun émaillé ou non, etc.

Chien au-dessus de 300 francs : ça, c'est pour le St-Hubert-Club Cadurcien!

Mais que penser de la taxe sur les objets suivants : soutiens-gorges, moutardiers en faïence, coquetier en porcelaine, pouare de riz!

En 1789, on n'imposait que les vins de grand cru, mais en 1923, nous croyons bien que la taxe de luxe s'abat sur tous les objets même les plus nécessaires.

C'est la loi du progrès, peut-être : dans tous les cas, nos argentiers nationaux savent soutirer habilement, les sous des poches des contribuables.

Le soleil fiscal brûle, à l'heure actuelle, dans tout son éclat!

LOUIS BONNET.

## AUTOUR DU CONSEIL GÉNÉRAL

### La Morale d'un Débat

Le Conseil général a réservé toute une séance à discuter l'affaire de l'Ecole Normale.

Le compte rendu détaillé que nous publions d'autre part nous dispense de longs commentaires.

Tâchons cependant de dégager, en quelques mots, la morale du débat. Et, tout de suite, constatons que l'Ecole Normale a trouvé, au sein de l'Assemblée Départementale, de chauds défenseurs.

Conseiller général du canton de Cahors, M. Gayet a plaidé la cause des intérêts, trop souvent sacrifiés, de notre ville. Il convient d'approuver sans réserve ses deux premières propositions : refus de voter les crédits afférents à l'entretien des élèves-maitres et pourvoi devant le Conseil d'Etat contre le décret ministériel. Mais à quoi bon sa troisième suggestion : constitution d'une commission chargée d'examiner les offres ministérielles de compensation?

N'est-ce pas une porte ouverte aux négociations, donc une voie offerte au ministre et aux adversaires de l'Ecole pour éviter son rétablissement, au moment même où, par l'adoption unanime de la motion de M. Orliac, le Conseil général demandait « le maintien formel »?

A certain historique incomplet et tendancieux de l'affaire, il fallait apporter des compléments, des précisions. Il fallait que certaines choses fussent dites et qu'il fût dûment établi, non seulement que le Lot fit « roulé », mais même qu'il y eût contre notre Ecole Normale une sorte de complot de l'Administration. M. Michel se chargea de cette démonstration.

Il faut regretter que l'Assemblée n'ait pas cru devoir retenir sa proposition : refuser de voter le budget. C'était le moyen le plus efficace d'obtenir satisfaction. Qui veut la fin doit vouloir les moyens.

M. Bénéch recueillit une approbation unanime quand il rappela la haute mission d'éducation civique de l'instituteur, que nul ne saurait remplacer dans l'accomplissement de cette tâche.

Quant à l'exposé du Président du Conseil général, il y aurait beaucoup à dire... Notons simplement qu'on éprouve quelque malaise à voir poser, au sein de l'Assemblée Départementale, la question de confiance : c'est une façon de pression qui n'a pas sa raison d'être.

Et puis, quand on est président de Conseil général, on doit se garder des inexactitudes de fait.

Il est absolument inexact, contrairement à ce qui fut soutenu, que le ministre ne puisse pas rapporter son décret sans consulter à nouveau le Conseil supérieur de l'P. Une telle « ignorance » n'est pas permise!...

Il est absolument inexact, contrairement à ce qui fut soutenu, que les locaux de l'Ecole Normale de filles soient assez vastes pour abriter en supplément une Ecole Ménagère. Le Président du Conseil général aurait dû s'en souvenir puisqu'il étudia naguère, en personne, un projet d'agrandissement.

... Mais concluons ! Quel est le bilan du débat ? Le Conseil général s'est prononcé à l'unanimité pour le maintien de l'Ecole.

C'est un premier résultat. Sera-t-il complété par la suite ? Souhaitons-le !

M. DAROLLE.

LES MAINS PURES

ROMAN PAR LA

Comtesse de BAILLEHACHE

XXX

Moi, à force d'en préparer pour mes clients, j'ai la nausée des pâtés, des gâteaux, des pièces de charcuterie et ces viandes ! Aussi je garde la maison... A partir de ce soir va commencer le « temps béni » pour les médecins, et cela durera deux semaines... Les indigestions ; vous savez, monsieur Radetski, il y a tant de gourmands ! Ils ont, comme on dit, les yeux plus grands que le ventre ! Alors, c'est le tour du médecin... Il faut que chacun vive.

Mais, mon bon monsieur Parent, fit Boleslas, je ne peux pourtant pas arriver chez les gens comme cela, à l'heure du déjeuner...

Le cuisinier haussa les épaules : — Vous ne pouvez pas ? Ah ! pauvre jeune homme ! Mais il y aura une telle cohue qu'on ne vous verra seulement pas. Entrée libre, vous savez ! C'est même pourquoi on ne met plus d'argent sur les tables... Ce n'est pas pour vous que je dis ça, mais il y a des gens... Alors on met des fleurs, c'est moins cher. Parole de Gaston, je

vais déjeuner d'une assiettée de barbotin, avec deux pommes de terre ; je ne peux pas vous en offrir la moitié. Boleslas était déçu ; Parent en fut contrit : — Consolerez-vous, monsieur Radetski, je ne vous compterai pas les quatre repas d'aujourd'hui et de demain ; comme vous êtes parfois un peu gêné, vous serez content de trouver ça... Et puis, je vous revaudrai le service que vous me rendez.

Radetski s'éloigna. Afin de gagner un peu de temps et de n'arriver aux « bénis » qu'à deux heures, il se dirigea vers la boutique des Birnbaum pour leur remercier de leurs matsés. Dans le quartier de la Porte-de-Fer, le va-et-vient de la fête cessait, pour faire place au mouvement des affaires. Les magasins, le marché aux poteries étaient remplis d'acheteurs et de marchands aux types bibliques, aux gestes singuliers, dont la volubilité en yiddish égalait la malpropreté.

Ils levaient les bras au ciel, se frappaient la poitrine, couraient, se poursuivaient, trépanaient, montraient sans cesse leurs paumes grandes ouvertes ; tout cela pour marchander une aune de drap, ou un pot à beurre de quinze gros. Les Birnbaum étaient dans leur magasin, ainsi que la belle Iaga Prywés. Tous trois firent un cordial accueil au visiteur : — Mon mari n'est pas là, fit Iaga ; il est au « béni » de Lévison, et doit nous rapporter des pâtisseries.

Elle était en tenue de travail, et

peut-être plus malpropre encore que les autres. Ses pieds nus jouaient dans des souliers de satin rose veufs de leurs talons. Sallia était moins belle, mais plus propre, sans doute à cause de son métier. Tout en causant, ses doigts agiles faisaient glisser les fuseaux et replantaient les épingles de la dentelle. Son fils, un enfant de deux ans, jouait à terre avec une bobine vide, sous les yeux de Birnbaum. Un acheteur entra, marchanda du ruban russe, demanda du ruban français. Iaga chercha dans les tiroirs, le boutiquier discutait à l'aprem dans son langage mi-allemand, mi-hébreu ; Boleslas en profita pour se retirer.

Chez les Starchy, place Verte, il semblait y avoir grande réception, mais les domestiques étaient tous nouveaux, et Radetski crut leur trouver généralement un type sémité. Dans la salle à manger, la table était mise avec toutes ses rallonges. Des pièces montées de charcuterie et de pâtisserie en ornaient le centre, alternant avec des plateaux de sandwiches, de petits-fours, et des saladiers de caviar ou de salade « à l'italienne ». Une cinquantaine de personnes se pressaient autour du « béni ». Ce fut Zossia Iankévitch, la fille aînée, qui aperçut Boleslas la première ; elle courut à lui et lui proposa de partager l'œuf dur symbolique.

— Bienvenue ! dit-elle en français. Quel plaisir de vous voir. Nous vous attendions !

Elle Starchy rejoignit sa sœur :

— Que vais-je vous offrir ? dit-elle. Qu'aimiez-vous ? Aviez-vous déjà vu un « béni » ? C'est moi qui ai préparé celui-ci ; j'y ai travaillé pendant toute la semaine sainte. Maman s'occupe toujours de celui des domestiques. Ils reçoivent aussi ; c'est pourquoi nous avons nos « juisifs de Pâques » pour faire le service !

Boleslas se crut presque à Paris, à un « lunch » de mariage ; il grignota un sandwich, serra la main de dix personnes, et alla plus loin. Chez les Lévison, le « béni », au rez-de-chaussée, réunissait quantité de miséreux qui dévorèrent, servis par le banquier en personne. Boleslas eut de la peine à se frayer un passage à travers les barbes et les haillons ; il fut poussé, bousculé, marcha sur des pieds nus, et arriva enfin au maître de la maison.

— Vous venez m'aider ? demanda Lévison.

— Si vous le désirez, fit le jeune homme, mais je voulais surtout vous voir.

Dans ce cas, vous vous êtes trompé d'étage, dit le banquier en souriant. Notre « béni » est en haut ; vous y trouverez ma famille. Ici, c'est le « béni » des pauvres.

— Alors, fit Radetski, je veux vous aider.

Il servit les pauvres pendant quelque temps ; puis, suffoqué par l'odeur qui lui rappelait celle du wagon qui l'avait amené de Vienne, il alla chez les Grodnitski. Là aussi, il y avait table ouverte pour les pauvres ; on fai-

sait queue pour entrer par la place, et des « juisifs de Pâques » remplaçaient les domestiques. Par l'entrée privée de Mme Grodnitska, rue Krouleska, on accédait à la « réception », dans l'immense salle à manger, autour d'une table mise pour quarante couverts.

— Vous voilà, s'écria Loutek. Quel plaisir ! Vous auriez bien dû venir nous aider à préparer les tables. Nous en avons quatre : celle des pauvres, en bas ; celle des employés, dans la salle du bureau ; la nôtre, ici, et celle des domestiques, là-haut !

Mme Grodnitska tendit à Boleslas sa main à baiser :

— Ne lui offrez rien, dit-elle à ses enfants ; il va nous aider à servir, et tout à l'heure, il dinera avec nous.

Halka approcha :

— Je vous attendais, dit-elle ; j'ai même préparé un paquet pour vous.

— Pour moi ?

Elle était déjà loin, auprès des vieilles aidées. Le dîner fut charmant, sans façon et sans service ; Halka chanta ensuite, en s'accompagnant elle-même au piano, des airs de l'opéra célèbre qui portait son nom, et des mélodies de Moniuszko. Le temps passait, exquis pour Boleslas et ce fut à regret qu'il dut se lever pour prendre congé. Loutek l'accompagna dans le vestibule, où il reprit son manteau. La salle des pauvres était éclairée encore. Loutek Grodnitski expliqua :

— Cela durera jusqu'à demain soir.

Puis il prit le paquet que sa sœur lui avait remis et le donna à Boleslas étonné.

— C'est un petit « béni » pour votre vieille protégée de Praga, dit-il. — Mais qui vous a dit ?... balbutia Radetski, déconcerté.

Loutek se mit à rire : — Le monde est petit, dit-il, et les femmes sont bavardes ! Bonsoir, à bientôt !

XXXI

Au bureau, la situation devenait très tendue pour Radetski, malgré toute la sympathie que lui témoignait Antoniou Pilkevitch. Les employés voyaient en celui-ci le passé de la maison, et en Voliouchko l'avenir, et ils n'hésitaient pas à prendre parti pour le second. Radetski affectait de ne rien voir ni entendre, et travaillait avec cette ponctualité, cette intelligence lucide, qui avaient dès le début conquis l'estime de son patron. A la vérité, ce n'était pas uniquement l'intervention d'Eljbieta qui avait amené la mesquine guerre livrée à Boleslas ; cette guerre sournoise avait éclaté le lendemain du grand bal Starosky, lorsque les employés apprirent que leur nouveau collègue avait conduit le cotillon avec la jeune princesse Harcheska.

(A suivre)

Imp. COUESLANT (personnel intéressé) Le co-gérant : M. DAROLLE.

Chemin de fer de Paris à Orléans
Facilités de circulation accordées aux ouvriers agricoles
Une réduction de 50 0/0 sur le prix des places de 3<sup>e</sup> classe du Tarif général est accordée toute l'année et sous réserve d'un parcours simple de 75 kilomètres au minimum, ou taxé sur cette distance, aux ouvriers agricoles se rendant à une gare quelconque du réseau d'Orléans des sections de : Juvisy à Orléans ; Brétigny à

Tours ; Auneau à Etampes ; Etampes à Bellegarde-Quiers ; Orléans à Mallesherbes ; Orléans à Montargis ; Orléans à Gien ; Orléans à Tours ; Orléans à Argenton ; Tours à Salncatze ; Tours à Châteauroux ; Tours à Port-de-Piles ; Port-de-Piles à Argenton ; Châteauroux et Argenton à La Châtre.
Les ouvriers paieront place entière à l'aller, mais lors de leur voyage de retour, qui devra s'effectuer dans un délai minimum de quinze jours et maximum de trois mois, ils

seront transportés gratuitement sur présentation d'un certificat délivré par les gares et visé par le Maire de leur commune d'origine et par le Maire de la commune où ils auront été employés, constatant qu'ils sont ouvriers agricoles ; la demande de réduction devra être faite à la gare de départ 5 jours au moins à l'avance.
Relations directes
entre Paris-Quai d'Orsay et Barcelone
Billets directs simples et d'Aller et

Retour (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes). Enregistrement direct des bagages. Voitures directes. — Wagons-Lits. — Wagons-Restaurant.
1<sup>er</sup> par Limoges-Toulouse-Narbonne
ALLER
Express. — Départ Paris-Quai d'Orsay 21 h. 30 (Wagon-Lits et Voitures directes toutes classes de Paris à Port-Bou). Arrivée Barcelone 19 h. 25 (voitures de luxe sur le parcours espagnol) ou 22 h. 24 (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes).

Express. — Départ Paris-Quai d'Orsay 10 h. (toutes classes et wagon-restaurant de Paris à Toulouse). Arrivée Barcelone 7 h. 42 (1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> classes sur le parcours espagnol).
RETOUR
Express. — Départ Barcelone 5 h. 40 (toutes classes) ou 10 h. (voitures de luxe sur le parcours espagnol). Arrivée Paris-Quai d'Orsay 8 h. 54 (Wagon-Lits et voitures directes toutes classes de Cerbère à Paris).
2<sup>o</sup> par Tours-Bordeaux-Narbonne

ALLER
Express. — Départ Paris-Quai d'Orsay 8 h. 25 (toutes classes et wagon-restaurant de Paris à Bordeaux). Arrivée Barcelone 7 h. 42 (1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> classes sur le parcours espagnol).
RETOUR
Express. — Départ Barcelone 18 h. 55 (1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> classes sur le parcours espagnol, Wagon-Restaurant de Bordeaux à Tours). Arrivée Paris-Quai d'Orsay 17 h. 40 (toutes classes).

Table of bus schedules (HORAIRE DES AUTOBUS) for various routes including Cahors-Castelnau, Castelnau-Cahors, Cahors-Montcuq, etc.

Table of bus schedules for routes from Labast-Marnhac, Arcambal, Saint-Martin-Labouval, Cahors, etc.

Table of bus schedules for routes from Camburat, Fons, Issepts, Le Bourg, etc.

Table of bus schedules for routes from Figeac to Caussade, Cahors to Gourdon, etc.

Table of bus schedules for routes from Cahors to Montcuq, Cahors to Libos, etc.

Table of bus schedules for routes from Cahors to Limogne, Cahors to Cahors, etc.